La crise au Cachemire et la guerre de l'information contre l'Inde

Le 5 août dernier, le gouvernement indien a publié un décret présidentiel abrogeant l'article 370 de la Constitution qui garantissait un statut spécial à la région contestée du Jammu et Cachemire, un territoire réclamé à la fois par l'Inde et le Pakistan.

Mais la couverture de la presse internationale de cette histoire a été presque toujours universellement hostile et orientée. Il est pratiquement impossible de trouver dans les reportages de la presse internationale, la version du gouvernement indien. La BBC, Al Jazeera, le New York Times et la CNN se sont tous joints au gouvernement pakistanais pour condamner « l invasion » du Cachemire par l'Inde. Bien des commentateurs prédisent même que cette mesure pourrait déclencher une guerre nucléaire. Mais comment est-il possible qu'une superpuissance émergente puisse être complètement réduite au silence par la presse internationale ? Quels intérêts géopolitiques et idéologiques sont en jeu ?

L’opinion du gouvernement indien

Dans une vidéo postée en ligne, Harsh Vardhan Shringla, l’ambassadeur indien pour les États-Unis, a clarifié la position de son gouvernement. En 1947, la région du Jammu et Cachemire est devenue une partie de l’Union Indienne. L’article 370 de la Constitution indienne était une mesure temporaire qui garantissait un statut spécial dans la région, facilitant ainsi son intégration dans l’Union Indienne.

Sous la nouvelle réorganisation administrative, la région aura sa propre assemblée législative et un ministre en chef, et ses citoyens auront les mêmes droits que les autres Indiens. Par exemple, une législation récente protégeant les femmes de la violence conjugale s’appliquera aussi au Jammu et Cachemire.

La réorganisation administrative va aussi donner plus de pouvoir aux femmes : elles pourront désormais hériter de propriétés si elles se marient hors de la région et pourront pleinement participer à la vie politique locale. Le gouvernement indien espère transformer le Jammu et Cachemire en centre touristique majeur.

Avec ses temples et ses sanctuaires qui parsèment un paysage préservé, le Cachemire a toujours été le berceau de la culture hindoue ; il est à l’Inde ce que la Crimée est à la Russie : une partie intégrante et essentielle de la nation indienne.

Sous les nouveaux arrangements, les minorités désavantagées tels que les Gurjar et les Bakarwal, bénéficieront de la législation indienne sur la discrimination positive adoptée pour permettre de protéger et de promouvoir les droits des minorités ethniques.

Les récentes actions du gouvernement indien va grandement augmenter l’investissement et le développement industriel dans la

région. Les dépenses du gouvernement précédent dans la région ont été gaspillées en politiques administratives venues du plus haut niveau ; cela n'a pas bénéficié aux travailleurs ordinaires. L'abrogation de l'article 370 devrait stimuler les petites et moyennes entreprises. La Fédération indienne agricole (*Indian Agricultural Federation*) va acheter des pommes de la région ce qui va améliorer les existences de presque un million de paysans. Le gouvernement indien organise une conférence sur un investissement majeur en octobre. Le premier ministre Narendra Modi a dit que la seule chose que l'article 370 a amené à la région du Jammu et Cachemire est le népotisme, le terrorisme, le sécessionniste et la corruption. C'est à peu près l'essentiel de ce qu'a dit l'ambassadeur indien pour les Etats-Unis. Appelons cela la position de l'avocat de la défense de l'Inde. Pour le moment, c'est tout ce que nous dirons à ce sujet. Maintenant, tournons nous du côté des accusations des médias internationaux et des ONG.

La « répression » de l'Inde

Rapport après rapport, la presse internationale nous raconte l'histoire d'une « répression brutale » et d'un couvre-feu de l'armée au Jammu et Cachemire. Les groupes de défense des Droits de l'Homme, en particulier Amnesty International, ont dénoncé une série d'arrestations et de détentions de figures connues, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a condamné les actions de l'Inde et le gouvernement du Pakistan a appelé la Communauté internationale pour qu'elle intervienne.

Le gouvernement indien a été forcé de couper les communications dans certaines parties du Cachemire à cause de la campagne de désinformation internationale qui a fait rage au Pakistan et qui formait la base de la couverture entière de la presse internationale. S'il y a une leçon que le gouvernement indien doit retenir ici, c'est celle-ci : ils ont besoin d'investir dans la guerre de l'information !

Les « combattants de la liberté » du Jammu et Cachemire

Examinons certains reportages. *Vice News* a un reportage dont le titre est : « La jeunesse du Cachemire fait face à la prise de pouvoir du gouvernement central sur leur état. » Nous voyons des milliers de jeunes protestant contre l'occupation militaire. Les scènes de violence dans les rues ressemblent aux confrontations entre l'Armée de défense d'Israël et les Palestiniens.

Il est instructif de comprendre que dès que les musulmans tentent de se décrire eux-même comme victimes, l'analogie avec les Palestiniens face à Israël est invoquée.

Vice News nous apprend que « les insurgés au Cachemire se battent contre le pouvoir indien ; ils veulent l'indépendance ou faire partie du Pakistan. » Le reporter parle aux« protestataires musulmans » qui sont déguisés à cause de « la peur des représailles. »

Les jeunes hommes disent qu'ils se battent pour une bonne cause. Puis la caméra nous montre un clip-vidéo d'eux en train de protester pour leur bonne cause. Nous pouvons les voir avec des cagoules criant « Allahu Akbar » devant un drapeau de l'État islamique ! Ils brandissent des slogans qui disent « Non à la démocratie, nous voulons le Califat. »

Alors qu'ils crient « Nous voulons un état islamique », la voix-off dit que ces pauvres victimes innocentes du colonialisme indien n'ont pas de « moyen sûr » pour exprimer leurs objections ! C'est une accusation extrêmement grave contre le gouvernement indien. Les reporters ont-ils vérifié leurs informations ? Ont-ils consulté les officiels indiens pour leur enquête ? Est-il avéré qu'il n y pas de moyen sûr d'exprimer leurs objections au pouvoir indien au Cachemire ? Non !

Les djihadistes et les terroristes de l'État islamique que *Vice News* nous présente comme des victimes innocentes de la police indienne disent qu'ils ont été touchés par des balles en plastique alors qu'ils essayaient de manifester de façon pacifique. Mais ce n'est pas le point de vue des officiels du gouvernement indien sur cette affaire. Le gouvernement indien dit qu'on leur a tiré dessus alors qu'ils attaquaient la police. Le fait que les protestataires soutiennent ouvertement les terroristes pourraient simplement donner quelque crédibilité à l'opinion du gouvernement indien mais on en entend même pas parler. Aucun officiel du gouvernement indien est interviewé ; aucune déclaration officielle du gouvernement n'est rapportée.

Ensuite, les reporters se focalisent sur l'une des victimes djihadistes de la police. Sa famille disent qu'on l'a abattu ; la police dit qu'il est mort à cause de sa propre grenade. Nous n'avons aucun moyen de savoir la cause de la mort du jeune homme mais *Vice News* veut qu'on entende ce que ses amis ont à dire. La police indienne est traitée « d'oppresseurs, d'animaux sans pitié « , etc. Le reporter nous rappelle constamment que le parti au pouvoir, le parti Bharatiya Janata (BJP) est « sur une ligne dure. »

Finalement, nous arrivons a entendre finalement le point de vue du gouvernement sur la mort du jeune. Un porte-parole du BJP « sur une ligne dure » dit « je crois à 100% au rapport de la police. S'il avait été innocent, s'il avait été irréprochable, il aurait été chez lui à ce moment-là. C'était l'Aïd. »

Mais nous sommes laissés sans aucun doute, sur qui sont les bons et qui sont les méchants dans ce reportage : les gentils sont ces jeunes qui s'opposent à la démocratie et glorifient le terrorisme ; les mauvais sont le gouvernement indien.

Nous pouvons multiplier cette analyse par mille pour tous les reportages de la presse internationale sur ce sujet. Le gouvernement indien dit que le Pakistan fomente le terrorisme et l'agitation dans le Cachemire.

Après l'abrogation de l'article 370 par le gouvernement indien, l'agence des renseignements inter-services du Pakistan (Pakistan's Inter-Services Intelligence - ISI) a lancé une campagne médiatique globale en utilisant des logiciels sophistiqués et les réseaux sociaux. Mais pourquoi la presse internationale est-elle sur leur ligne ? Pour répondre à cette question, nous devons considérer un problème idéologique plus large.

L'alliance islamo-gauchiste

Bon nombre de désinformations sur le Cachemire viennent de médias faussement « alternatifs » financés par des intérêts privés. La Fondation Ford américaine et la chaine d'informations financée par Soros, *Democracy Now!* a offert une plateforme à des propagandistes anti-Inde connus comme Arundhati Roy et Mirza Waheed, des élitistes bourgeois qui ont fait une carrière lucrative en s'alignant aux préjugés occidentaux sur l'Inde.

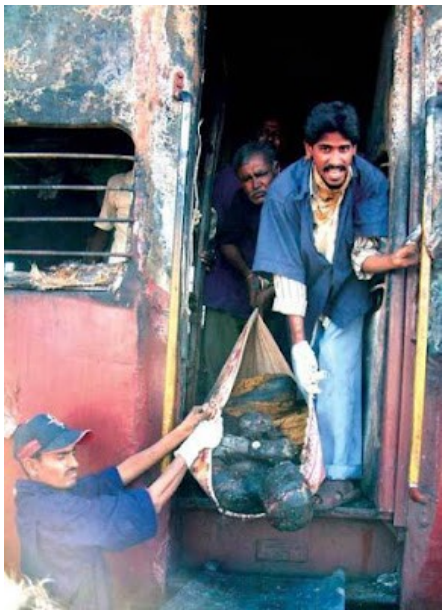
Arundhati Roy est la fille à tout faire pour les commentaires occidentaux libéraux sur l'Inde. De la BBC et le New York Times à la « gauche de la gauche », Le Monde diplomatique et Democracy Now!, on en parle avec des termes élogieux comme étant une activiste qui se dresse pour les droits des Indiens les plus pauvres et les plus opprimés.

Ses commentaires font souvent les unes internationales et ont contribué à une image négative omniprésente sur l'Inde.
Depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre Narendra Modi en 2014, Roy a fait des reportages sur des lynchages d'opposants au

nouveau régime « fasciste » mais rares parmi ceux qui la soutiennent, qui sont conscients que bien des personnes lynchées étaient en fait des gens qui soutenaient Narendra Modi. En fait, en avril de cette année, un travailleur du BJP a été trouvé pendu à un arbre à Purulia au Bengale. Il n'est pas le premier travailleur du BJP à avoir été lynché ; deux autres travailleurs du BJP ont été lynchés l'année précédente. Des milliers de travailleurs du BJP ont été menacés et sont régulièrement harcelés par des organisations gauchistes mais Arundhati Roy n'a jamais mentionné ce fait-là ; son objectif est uniquement de diaboliser le mouvement Hindutva et de se plier aux programmes des faux « droits de l'homme » des riches ONG occidentales.

Arundhati Roy ne fait pas seulement une distorsion des faits ; parfois, elle présente la fiction comme un fait, en propageant des mensonges scandaleux.

Les mensonges sur les émeutes du Gujarat



source : https://utkalranjan.files.wordpress.com/2009/04/godhra9.jpg?w=614

Le 22 février 2002, l'Inde a fait l'expérience de l'une des pires émeutes depuis l'indépendance. La violence a surgi à la gare de Godhra dans

l'état du Gujarat après qu'une bande d'un millier de musulmans ait attaqué un train de pèlerins hindous Ramsevak, brûlant vifs 58 personnes dont vingt-sept femmes et dix enfants.

Cette atrocité a provoqué une attaque vengeresse génocidaire de la part des hindous ce qui a entraîné la mort de 720 musulmans. Une commission indépendante a établi que les terroristes musulmans ont planifié une embuscade et qu'ils avaient eu de l'aide d'organisations pakistanaises. Cependant, la focalisation de la presse libérale indienne et des médias internationaux portait entièrement sur les attaques hindous contre les musulmans. La catastrophe de l'incendie du train était pratiquement ignorée.

La BBC a publié le gros titre suivant : « 58 extrémistes hindous brûlés vifs. » L'Agence France Presse a aussi décrit les familles Ramsevak comme étant extrémistes.

Narendra Modi était le ministre chef du Gujarat à cette époque. Il a été accusé d'avoir laissé les émeutiers hindous se venger contre les musulmans mais l'enquête judiciaire n'a pas trouvé de preuve de collusion de la part de Modi. En août 2002, *Journeyman Pictures* a réalisé un documentaire titré : *A State of Complicity* (un état de complicité) qui affirmait que les émeutes avaient été « sponsorisées par l'état. »

Le documentaire se focalise uniquement sur les souffrances des musulmans ; il ignore les souffrances des hindous. Il omet aussi d'expliquer pourquoi la police a abattu bien des 250 hindous qui ont été tués dans les émeutes. Le documentaire n'enquête pas non plus sur les allégations contre le membre du Parti du Congrès Taufeeq Khan Pathan et son fils Zulfi dont on a rapporté qu'ils ont été vus menant les attaquants musulmans.

Après le massacre du Gujarat, Modi a été empêché d'obtenir un visa américain sur ordre de Condoleeza Rice. Les Etats-Unis voulait apaiser le Pakistan parce qu'ils avaient besoin de leur soutien en Afghanistan. Paradoxalement, les meurtriers de la gare de Godhra ont hurlé leur soutien à Oussama Ben Laden dans des hauts parleurs avant l'attaque, appelant à ce que les hindous soient coupés en morceaux.

Après l'attaque, 40.000 hindous ont été confinés dans des camps de réfugiés. Il y avait des contre-attaques musulmanes contre des hindous les 2 et 3 mars et les émeutes musulmanes ont continué de façon intermittente après cela.

Arundhati Roy a instrumentalisé la guerre de l'information menée contre Narendra Modi à l'époque. Elle a affirmé que les émeutiers hindous ont assassiné une femme enceinte, découpant le bébé dans son ventre. La police indienne a lancé une enquête sur ce crime mais n'a pu trouver personne qui était au courant de cette histoire.

Ils ont contacté Arundhati Roy pour lui demander son aide. Ils ont reçu une lettre de son avocat disant qu'elle n'était pas obligée légalement de coopérer. L'histoire a été montée de toute pièce et probablement par Arundhati Roy elle-même.

Dans un discours donné à la faculté de droit Northwestern de Chicago, Roy a proclamé que « personne ne sait qui a mis le feu au train. » - un autre mensonge grotesque ! En mars 2011, la Cour Suprême de New Delhi a condamné à mort 11 personnes et 20 autres à la prison à vie pour le massacre de Godhra. Personne n'a jamais douté de la validité des verdicts à l'exception bien sûr d'Arundhati Roy et de ses fans gauchistes crédules !

La conspiration de Tehelka

En novembre 2007, le magazine *Tehelka* a publié un récit affirmant qu'ils avaient interviewé des extrémistes hindous, collaborateurs de Narendra Modi et qui avaient commis des crimes de masse pendant les émeutes. Le documentaire de *Journeyman Pictures*, déjà mentionné, avait fait une grande utilisation de ce « scoop ».

L'un des hommes qui avait été filmé en secret, a affirmé que Modi l'avait encouragé à commettre des meurtres de masse. Il a dit que Modi a passé le deuxième jour des émeutes parcourant la ville de Ahmedabad dans le Gujarat, disant aux gens qu'ils avaient bien fait et devaient en faire encore plus. L'idée-même que le ministre chef de l'état aurait personnellement parcouru un état pour haranguer les meurtriers de masse, les encourageant à commettre plus de crimes, c'est plus qu'improbable, c'est carrément ridicule !

Même si le ministre chef avait été derrière les émeutes hindoues, il n'aurait pas personnellement appelé aux meurtres, et s'il l'avait fait, il n'aurait certainement pas échappé à la vigilance d'une presse libérale hostile.

Les personnes interviewées ont aussi fait des déclarations affirmant que Modi était sur les lieux mais toutes les preuves publiques ont prouvé que c'était faux. Le magazine *Tehelka* fait actuellement l'objet d'une enquête de la part du bureau d'enquête indien sur les fraudes graves (*Serious Fraud Investigation Office*) pour conflit d'intérêt. Son éditeur Tarun Tejpal a été décrit par le journal *The Guardian* comme étant l'une des personnalités les plus influentes de l'Inde.

C'était la société d'édition de Tejpal, India Lnk, qui a publié le best-seller de Arundhati Roy, *The God of Small Things* (*Le Dieu des Petits Riens - NDT*) en 1998. En 2013, Tejpal a été accusé d'agression sexuelle par une collègue. Il est actuellement en liberté sous caution. Tejpal a viré l'un de ses rédacteurs en chef du magazine après qu'il ait écrit un article sur l'exploitation de travailleurs de la part de la compagnie minière de Goa. La compagnie minière sponsorisait Thinkfest, un festival de stars de cinéma, d'intellectuels et d' « activistes sociaux » organisé par Tehelka. D'autres journalistes travaillant pour ce journal, disent ne pas avoir été payés. C'est la classe institutionnelle, gauchiste et « altermondialiste » d'Arundhati Roy. Le compte-rendu louche et malhonnête du magazine *Tehelka* rend plus plausibles les accusations que de nombreux analystes ont fait sur leurs soi-disantes « révélations », qui ne seraient que des opérations psychologiques politiques faites dans le but de discréditer le mouvement nationaliste indien Hindutva et le leadership de Narendra Modi.

Le documentaire de *Journeyman Pictures* affirme que l'opération de conspiration de *Tehelka* est probablement le plus grand travail journalistique de l'histoire moderne. En réalité, c'est un exemple qui illustre bien les fausses informations de haut profil.

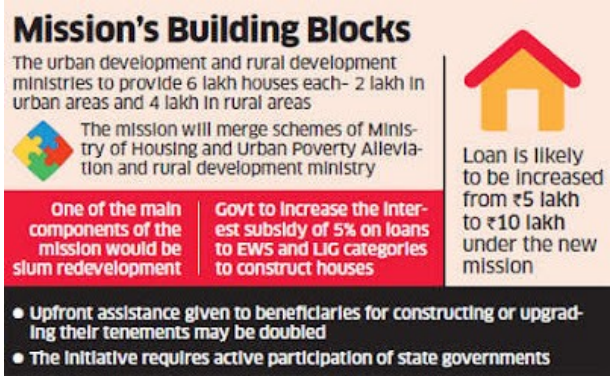
Suicides de paysans

Beaucoup de gens en Occident ont entendu parler de la terrible situation des paysans indiens qui se suicident en masse à cause de la dette et de l'influence néfaste de l'agrobusiness. Le phénomène est réel, mais bien des histoires propagées en Occident sont grandement exagérées.

Un bon nombre de ces récits sont propagées par *NDTV* qui est la propriété du cousin d'Arundhati, Prannoy Roy. Ancien collaborateur de Rupert Murdoch, Prannoy Roy a été accusé de fraude fiscale et de

délit d'initié à plusieurs occasions. *NDTV* est aussi la source de bien des histoires poignantes sur les paysans. En 2016, *NDTV* a rapporté que les suicides de paysans ont doublé depuis que Modi est arrivé au pouvoir en 2014, ce qui constitue un mensonge énorme ! En fait, les chiffres officiels démontrent que le taux de suicide de 2016 est de 11.370, le plus bas depuis 15 ans.

Des projets de logement sociaux discrédités



Source : https://economictimes.indiatimes.com/news/politics-and-nation/pm-narendra-modis-housing-for-all-by-2022-scheme-to-be-launched-by-mid-june/articleshow/47450918.cms

Le gouvernement de Modi a un plan ambitieux et louable de mise à disposition de logements pour tous les Indiens à l'horizon 2022. Le plan comprend des logements gratuits dans des appartements neufs pour les personnes vivants dans les bidonvilles et des loyers bon marché pour les pauvres. S'il réussit, le plan de Modi pourrait grandement réduire l'extrême pauvreté en Inde. Quiconque se préoccupe des pauvres accueillerait favorablement un plan pour loger toutes les familles de la nation, mais pas la chaîne *NDTV* de Roy. Ils ont tenté de discréditer le plan de Modi en déformant les propos qu'il a tenu dans un de ses discours pour le ridiculiser. Ils ont été aussi pris en *flagrante delicto* de tentative de faire monter la tension avec le Pakistan en répandant des mensonges et de la désinformation sur les intentions du gouvernement indien.

Arundhati Roy et ses organes de presse trompent leurs lecteurs en utilisant des termes comme « néolibéralisme » et « impérialisme américain » pour donner l'impression qu'ils s'opposent à l'ordre capitaliste financier mondial alors qu'en fait, ils sont des rouages indispensables dans la machine d'une domination de classe sans pitié. Peut-être que les lecteurs qui participent à la prochaine conférence d'Arundhati Roy devraient se poser des questions sur les magnats de la presse qui évitent l'impôt, discréditent les politiques sociales et répandent de la désinformation belliciste ; ou sur les éditeurs doucereux qui font la promotion du féminisme tout en agressant des femmes.

Conclusion

Partout dans le monde, des mouvements populistes émergent. Les gens sont écoeurés des mensonges des élites libérales et de leurs collaborateurs gauchistes ; l'Inde n'est pas différente. L'establishment politique et médiatique en Inde est simplement anti-indienne, tout comme l'establishment politique et médiatique dans tous les pays européens est anti-européen. Les intérêts de la majorité sont toujours ignorés et dénigrés. Tout le discours sur les minorités est un sinistre reflet du fait qu'une minorité contrôle le monde et que tout mouvement politique bénéficiant d'un soutien massif est un danger pour cette oligarchie.

Le gouvernement Modi fait face à de nombreux problèmes internes et internationaux. L'Inde émerge en tant que grande puissance et essaye de se frayer un chemin dans un contexte géopolitique complexe. Bien des politiques étrangères de Modi sont dangereuses. Par exemple, Modi a établi des liens resserrés avec Israël. Plus de 40% des armes israéliennes sont désormais achetées par l'Inde. Le comportement des islamo-gauchistes a poussé l'Inde à établir une alliance avec Israël. Le résultat est que les populistes en Inde perçoivent Israël comme un

allié, et sont inconscients du fait qu'Israël est l'appareil d'état essentiel derrière le terrorisme islamique. Les responsables politiques indiens feraient mieux d'écouter l'ancien directeur de l'ISI pakistanais, Hamid Gul, qui a dit dans des termes sans ambigüité que les néo-conservateurs et les sionistes étaient derrière les attentats du 11 septembre.

D'un autre côté, l'Inde continue à avoir des relations amicales avec l'Iran. L'Inde héberge la deuxième communauté chiite hors Iran. L'Inde essaye d'être compétitive par rapport à la Chine. Les États-Unis veulent que l'Inde se comporte en rempart contre l'expansion chinoise dans la région. C'est pourquoi la CIA a un programme de changement de régime intensif et de mouvements séparatistes dans le Pakistan voisin, un allié clé de la Chine, mais le mensonge récent de Trump affirmant qu'il offrait une médiation dans la crise au Cachemire va rappeler à l'Inde qu'elle doit aussi faire savoir à Washington quelle ne deviendra pas un outil géopolitique. Les accusations du Pakistan disant que l'Inde soutient le séparatisme au Baloutchistan sont probablement fondées mais les affirmations de l'Inde disant que l'ISI pakistanais est derrière le terrorisme dans leur pays le sont également.

Il y a beaucoup de raisons qui expliquent l'alliance libérale de gauche avec l'islamisme. Le libéralisme de gauche fonctionne sur la base de la victimologie ; les islamistes jouent sur le même registre. Les deux idéologies sont fanatiquement collectivistes et par conséquent, les journalistes qui souscrivent à l'une ou l'autre idéologie sont généralement incapables de pensée critique autonome. Des gauchistes vont se tourner vers *Democracy Now!* et Arundhati Roy alors que bien des musulmans vont tomber dans tous les récits victimaires de l'establishment que la gauche libérale et Al Jazeera vont leur donner en guise d'os à ronger.

Comme l'a bien dit Oscar Wilde, la vérité est rarement pure et jamais simple. S'il y a un seul message que vous pouvez retenir de cet article, c'est celui-ci : l'Inde n'oppresse pas le Jammu et Cachemire - la région du Jammu et Cachemire fait partie de l'Inde. Bien des commentateurs des médias occidentaux sont des menteurs pathologiques, des imposteurs et des traîtres à leur pays. Cela devrait-il vous surprendre ?

Gearóid Ó Colmáin